

toulouse



Au cœur du Sud-Ouest de la France, située le long de la Garonne, Toulouse, chef-lieu du département de la Haute-Garonne et de la région Midi-Pyrénées, avec ses 444.392 habitants en 2009, est la quatrième ville de France. Avec plus d'un million d'habitants, en pleine expansion démographique, l'aire urbaine toulousaine compte de plus en plus parmi les grandes métropoles de l'Europe du Sud.

Grâce à l'action de l'équipe « Toulouse pour Tous », élue au Capitole jusqu'en 2008, autour de Pierre puis de Dominique Baudis, de Philippe Douste-Blazy, puis de Jean-Luc Moudenc, Toulouse est aujourd'hui une technopole européenne qui regroupe de nombreuses industries de pointe en matière d'aéronautique, d'informatique et de spatial, ainsi que de nombreux instituts de recherche. Berceau de la firme Airbus, Toulouse est aussi l'une des premières villes universitaires de province. Plus de 110.000 étudiants fréquentent son pôle universitaire et ses nombreuses grandes écoles. Ce n'est donc pas le fruit du hasard si la « Cité des violettes » est souvent classée en tête des villes françaises pour sa qualité de vie et si elle attire plusieurs milliers de nouveaux habitants chaque année.

« Per Tolosa totjorn mai » ce qui signifie « Pour Toulouse, toujours plus », telle est la devise de la ville. . . Depuis douze mois, le député socialiste Pierre Cohen, qui a succédé à Jean-Luc Moudenc à la tête de la ville rose, avec seulement 1200 voix d'écart, a tiré le frein à main en immobilisant tous les grands projets toulousains (Plan Campus, Cancéropôle...). Le député-maire de Toulouse a décidé que la ville rose serait désormais ville noire (remise en cause du Plan Lumière d'embellissement nocturne et durable des bâtiments publics), que la ville qui bougeait serait désormais la ville qui s'assoit et qui discute (assises de la mobilité, assises de la culture. . .). Pendant ce temps, d'autres grandes villes européennes accélèrent. . .

4^e ville de France

Jean-Luc MOUDENC



L'historique politique de la ville

Toulouse, terre de gauche... et la fin de l'équilibre démocratique

Pendant plus d'un siècle, à de rares exceptions près, Toulouse a été administrée par la gauche, par les radicaux puis par les socialistes jusqu'à Louis Bazerque, maire de Toulouse de 1958 à 1971. Battue aux municipales de 1971, la gauche a cédé les clés de la ville à Pierre Baudis, premier adjoint de centre-droit du maire sortant. En mars 1983, il transmet le flambeau à son fils Dominique, brillamment élu à trois reprises, ce qui a installé des élus de centre-droit et de la société civile toulousaine, l'équipe « Toulouse pour Tous », au Capitole jusqu'en mars 2008, avec comme maire de la ville, Philippe Douste-Blazy de 2001 à 2004, et Jean-Luc Moudenc de 2004 à 2008.

Désormais, à Toulouse, le Parti Socialiste concentre de nouveau dans ses mains la totalité des pouvoirs (huit députés PS sur huit en Haute-Garonne) puisqu'un trio socialiste se partage le gâteau toulousain : Pierre Izard, élu au Conseil général depuis 42 ans, dirige le département d'une main de fer, Martin Malvy contrôle la région depuis plus de dix ans et depuis le 16 mars 2008, le député Pierre Cohen s'est

installé au Capitole et à la tête de l'agglomération toulousaine, communauté urbaine depuis le 1er janvier 2009.

Etrange vote municipal de la singulière Toulouse: une ville dont 72% des électeurs se déclarent satisfaits du travail du Maire de centre-droit en place, Jean-Luc Moudenc, mais qui donne à la Gauche 50,4% des voix le 16 mars 2008, dix mois après avoir plébiscité Ségolène Royal, avec 58% ! Et un nouveau Maire élu avec un petit peu plus de 1200 voix d'écart, soit seulement 73 000 voix au total, tandis que 92 000 Toulousains choisissent de s'abstenir !

Depuis un an, l'impression générale des Toulousaines et des Toulousains est qu'ils ne voient pas venir grand-chose de neuf pour l'avenir de leur ville. Pour autant, l'ambiance a changé, avec une Mairie hyper-politisée, parfois à outrance, avec des élus peu expérimentés mais neufs. Est-ce ce qu'attendaient les Toulousains ? En réalité, le député-maire ne s'inscrit pas dans une vraie rupture. Par contre, au nom de son idéologie, il développe beaucoup d'énergie pour remettre en question l'organisation des services de la ville (suppression des maires de quartier..) et très peu visiblement pour les projets d'avenir.

Une mairie hyper-politisée...

L'école et les petits toulousains, otages de l'idéologie du député-maire de Toulouse

- Refus d'appliquer la loi sur le service minimum d'accueil dans les écoles en cas de grève. Le député-maire de Toulouse a été condamné par le Tribunal administratif de Toulouse, le 15 novembre 2008, pour non respect de la loi.
- Refus d'appliquer le dispositif gouvernemental prévu pour lutter contre l'échec scolaire à l'école primaire. Ces stages nécessitent seulement une autorisation du maire de la commune d'ouvrir les locaux des écoles primaires pendant la période des vacances scolaires. Aucune contribution financière n'est demandée à la mairie.
- Décision du député-maire d'ouvrir les écoles la nuit pour des réunions politiques contre la politique menée par le Gouvernement.
- Décision du député-maire d'exclure volontairement les écoles maternelles privées du concours annuel de dessin « Les petits Toulousains présentent leurs vœux ».
- Critique de l'état des écoles toulousaines qui auraient été laissées par l'équipe municipale précédente en situation de délabrement. Or le député-maire n'a augmenté que de 2 millions d'euros le budget travaux des écoles pour les sortir de l'état de « ruines » en 2009, soit 0,24% du budget municipal et 20.000 euros par école... Polémique gratuite ou mensonge ?

Des interrogations sur la nouvelle gestion de la Ville...

Une première impression générale semble se dessiner dans l'esprit des Toulousaines et des Toulousains: désormais à la mairie on discute beaucoup (assises de la culture, de la mobilité, parlement du sport, conseil des aînés, conseil de la vie étudiante, conseils de quartier et des étrangers...) mais peu de décisions sont prises par le député-maire de Toulouse, contrairement à ce qu'ont pu faire Pierre et Dominique Baudis, ou plus récemment Jean-Luc Moudenc. L'équipe municipale autour de Pierre Cohen était-elle prête pour diriger la 4e ville de France ?

Dans ce contexte actuel de crise et de ralentissement général de l'économie, les collectivités locales ont une responsabilité majeure. Elles se doivent de doper leurs investissements en lançant des grands chantiers pour conforter l'activité des entreprises et leurs emplois, au moment où ils sont menacés. Quelle surprise ! Les investissements programmés par la municipalité toulousaine masquent mal le manque d'ambition pour Toulouse puisqu'ils sont en baisse de 10 millions d'euros par rapport à 2007.

Où sont passés les grands chantiers culturels promis à l'occasion de la candidature de Toulouse 2013 ? Cité de la Danse à La Grave ? Auditorium de musique, projet culturel à la Prison Saint Michel ? Aucun de ces grands projets n'a été lancé, ni même programmé. De même aucun grand projet n'est décidé en matière de transports en commun (le prolongement de la ligne B du métro vers Labège-Innopôle, et l'extension de la capacité de la ligne A du métro sont au point mort).

Le budget de la Ville de Toulouse pour 2009 se caractérise par le retour de l'endettement à Toulouse alors que la Ville est désendettée depuis 10 ans, grâce à la volonté de Dominique Baudis ! Pire encore, il est prévu de revenir au niveau d'endettement d'il y a 15 ans ! Ce coup de frein et cette marche arrière risque de coûter cher aux Toulousains dans quelques années...

Le grand retour de la dette à Toulouse...

Et quelques décisions municipales passées sous silence dans les médias...

- Hausse des impôts de 0,9% pour 2009 après avoir promis aux Toulousains pendant la campagne municipale de 2008 que les impôts n'augmenteraient pas !
- 240.000 euros gaspillés par l'abandon du concours d'urbanisme sur le centre ville lancé par la municipalité précédente...

alors que le député-maire a lancé un concours identique pour le centre-ville quelques semaines plus tard !

- 950.000 euros pour l'achat d'un Château dans un quartier, sans projet municipal à la clé
- Augmentation de 30% des indemnités des 26 adjoints au maire de Toulouse
- La nouvelle communauté urbaine a été imposée dans la précipitation à Toulouse. Cela a été une course au tiroir-caisse de l'Etat de plusieurs dizaines de millions d'euros ! C'est une coquille vide car, d'une part, certaines compétences n'y figurent qu'à minima, comme la Culture, et d'autre part, c'est une répartition inégalitaire des sièges dans un but électoral puisque les Toulousains y sont minoritaires alors que notre ville représente 2/3 de la population et 82% des emplois du Grand Toulouse!
- Le député-maire annonce dans la presse un coup d'accélérateur pour la culture à Toulouse avec une progression de 12,5% du budget culturel de la ville en 2009 par rapport à 2008. Or les documents budgétaires démontrent qu'il y a eu une diminution de près de 6% de celui-ci puisqu'il est passé de 109 millions d'euros en 2007 et 2008 à 102 millions d'euros en 2009. Mensonge ou incompétence des élus ?
- Toulouse, qui était reconnue depuis de nombreuses années comme la grande ville de France sans dette, va retrouver son niveau d'endettement d'il y a 15 ans, alors que les investissements reculent de 10 millions d'euros par rapport à 2007 !

Des incertitudes sur quatre domaines majeurs, pour Toulouse et les Toulousains...

Le député-maire de Toulouse mène la « politique du communiqué de presse » et renonce de conduire la politique de ses prédécesseurs qui était fondée sur l'action. Les effets d'annonce sont donc multipliés. Les Toulousaines et les Toulousains assistent à une critique systématique de la politique gouvernementale souvent à trois voix, avec une présence remarquée en tête de toutes les manifestations. Le député-maire est toujours encadré par ses deux tuteurs politiques : le président du Conseil Régional et le Président du Conseil Général. Pendant ce temps, des incertitudes grandissent dans quatre domaines majeurs pour Toulouse et les Toulousains. . .

L'emploi ou le grand saut vers l'inconnu...

Le député-maire de Toulouse n'en parle quasiment jamais...

- Le projet Aerospace Campus (pôle de compétitivité mondial enseignement supérieur-recherche-entreprise sur l'aéronautique et l'espace) en panne.
- Le projet Cancéropôle lancé dans sa phase 1 par Philippe Douste-Blazy (pôle de compétitivité mondial de recherche cancer-bio-santé) : pas encore de seconde phase proposée.
- Aucun grand projet économique alors que la crise est là. Pas de mobilisation de la Ville de Toulouse ni de la Communauté urbaine pour anticiper et proposer des solutions concrètes face à la crise.
- Diminution de l'investissement. Seuls deux projets de la candidature de « Toulouse 2013, capitale européenne de la culture » ont été retenus : occasion ratée de lancer une politique de grands travaux à Toulouse.

Les propositions concrètes de l'Opposition municipale en faveur de l'emploi :

- Accroître le financement intercommunal destiné au Plan campus pour l'enseignement supérieur.
- Développement d'un grand parc touristique dédié à l'aéronautique et à l'espace, par la réunion des projets Aeroscopia-Cité de l'Espace-parc historique de Montaudran dédié à l'aéropostale : des projets destinés à accroître le tourisme d'agrément à Toulouse.
- Lancement des projets d'infrastructures culturelles promis après l'échec en septembre 2008 de la candidature de « Toulouse 2013, capitale européenne de la culture » : des investissements et des chantiers qui pourront soutenir l'emploi.
- Soutenir la filière aéronautique dans une conjoncture économique difficile.
- Accompagner le commerce de proximité en centre-ville et dans les quartiers avec la mise en œuvre du droit de préemption municipal sur les ventes de baux commerciaux afin de préserver la mixité commerciale.

- Lancer le chantier d'adaptation de la Gare Matabiau au TGV et construire alentour un ambitieux centre d'affaires, avec un signe architectural fort.
- Promouvoir le développement des industries innovantes (nanotechnologies...).

L'insécurité à Toulouse ou le sujet tabou...

Le député-maire de Toulouse fait un blocage idéologique sur ce thème...

- Aucune mesure concrète prise face à l'insécurité depuis un an.
- Le député-maire a décidé de subventionner les chiens de SDF au risque d'attirer encore plus de SDF à Toulouse.
- Refus de l'extension de la vidéoprotection par idéologie alors que les commerçants la réclament dans certains quartiers. Le député-maire a toutefois empoché une subvention de 60.000 euros de l'Etat pour la vidéosurveillance.
- Refus d'augmenter les effectifs de la police municipale, dont le directeur et le directeur adjoint ont été mis à l'écart sans être remplacés depuis plus de 6 mois !. Aujourd'hui, il y a 10 policiers dans les quartiers pour 75.000 habitants alors qu'il en faudrait le triple pour rendre cette présence efficace et visible ! Le nombre de policiers sur le terrain est insuffisant, ce qui rend leur mission périlleuse et renforce, auprès de la population, le sentiment que la police municipale n'est pas présente, ce qui est faux !
- L'Office de la Tranquillité promis aux Toulousains pendant la campagne municipale n'est toujours pas installé alors que le dispositif est prêt dans les services depuis plus de 9 mois. L'adjoint à la sécurité, a déclaré : « la création de l'office de tranquillité est prévue pour le 1er juillet 2008 » : Pas fait ! Ensuite cet adjoint a annoncé « l'Office de la tranquillité devrait être créé à la rentrée 2008 ». Toujours pas fait ! Lors de sa conférence de presse des 6 mois le député-maire a dit « L'Office de la tranquillité se prépare pour le prochain budget, à la fin de l'année 2008 ». Lors de son premier anniversaire, le député-maire a dit « L'Office de la tranquillité se prépare pour le 1er septembre 2009 ». Nous attendons toujours et encore !
- L'annonce de la mise en place d'une police montée est pour l'instant sans suite...

Les propositions concrètes de l'Opposition municipale pour la sécurité :

- A Toulouse, de 2001 à 2008, les effectifs de la police municipale ont progressé de 50% en passant de 120 à 180 policiers. Il faudrait au minimum passer à 350 policiers d'ici la fin du mandat municipal en 2014 afin de rendre efficace et visible le déploiement de policiers municipaux dans les quartiers. Toulouse devrait prendre pour exemple la ville de Lyon, gérée par le PS, qui dispose de 364 policiers municipaux pour environ 475.000 habitants !
- Mettre en place un plan de prévention pour faire face à la montée en puissance de la délinquance et des actes de violence. Nécessaire coordination des effectifs municipaux avec les forces de la police nationale.
- Etendre aux espaces publics les plus exposés, le dispositif de vidéoprotection, sous le contrôle du comité d'éthique mis en place en avril 2007 à Toulouse.
- Sécuriser le système de location automatisé de vélos « VélôToulouse » pour faire face aux actes de vandalisme plus nombreux que dans les autres villes ayant un système identique.

Les transports en commun... Pierre Cohen avait promis une révolution... le député-maire de Toulouse soulève une révolte dans tout l'est toulousain !

- TGV Paris-Toulouse : le dossier patine, le député-maire ne s'y investissant pas du tout !
- De 2001 à 2008, + 130% d'augmentation de la fréquentation des transports en commun (52 millions de voyageurs en 2001 à 128 millions en 2008). Il sera intéressant de mesurer en 2014, le bilan de mandat de celui qui, dans ce domaine, a beaucoup promis et beaucoup critiqué pendant la campagne électorale !
- Reniement de la promesse électorale de gratuité des transports pour les jeunes, comme première étape de la gratuité pour tous les Toulousains.
- Le seul projet qui avance : la ligne E de tramway lancé par la majorité précédente.

- Renvoi à plus tard des travaux d'augmentation de la capacité de la ligne A du métro, au risque de provoquer la saturation en heure de pointe.
- Assises de la mobilité : bâclées en 2 mois, elle n'ont débouché sur aucun projet concret pour les transports en commun.
- Refus de prolonger la ligne B du métro vers Labège-Innopôle, dans le sud-est toulousain, pourtant 2ème bassin d'emploi de l'agglomération.
- Volonté paradoxale de dissoudre l'autorité organisatrice des transports de l'agglomération, TISSEO, au mépris de la solidarité du développement d'une métropole européenne.

Les propositions concrètes de l'Opposition municipale pour les transports :

- Extension ligne B du métro vers Labège-Innopôle, dans le sud-est toulousain.
- Lancement des travaux d'augmentation de capacité de la ligne A du métro.
- Lancement des études et des travaux d'un tramway reliant la gare centrale de Matabiau et l'aéroport de Toulouse-Blagnac, avec une desserte de l'est toulousain par tramway.
- Profiter du plan de relance du Gouvernement pour relancer le projet de grand contournement routier et ferroviaire. Dans 15 ans, si rien n'est fait, les temps de trajets sur le périphérique toulousain auront doublé !
- Profiter du plan de relance du Gouvernement pour accélérer le dossier TGV pour relier Toulouse à Paris, via Bordeaux, dans un premier temps, et à Barcelone, via Narbonne et Perpignan, dans un second temps.

Le logement... le député-maire de Toulouse préfère attendre !

- Blocage des ZAC pendant 10 mois alors qu'il fallait lancer la construction des 6500 logements programmés. Désormais la crise est invoquée par les promoteurs pour retarder encore leur réalisation.
- Un an de perdu pour la construction de 2000 logements sociaux !
- Le député-maire a attendu le plan de relance du Gouvernement, qu'il critique en permanence, pour pouvoir accroître, d'à peine 700 appartements, grâce aux crédits de l'Etat, l'offre de logements sociaux à Toulouse.
- Grand Projet de Ville – Rénovation urbaine retardé pendant toute l'année 2008 : 12 mois de perdus !
- Le député-maire a décidé de reloger les SDF dans des appartements municipaux pour un loyer de 20€ par an. Mais que fait le député-maire pour les Toulousaines et les Toulousains qui recherchent un logement en toute légalité ? Pas grand chose d'extraordinaire...
- Refus de majorer le prêt à taux zéro (PTZ) municipal destiné à aider les ménages désireux de devenir propriétaires du logement qu'ils occupent.

Les propositions concrètes de l'Opposition municipale pour le logement :

- Majorer le montant du prêt à taux zéro (PTZ) municipal, en prévoyant qu'il soit d'un montant égal à celui de l'Etat, afin de doubler celui-ci. Il convient également d'en faire bénéficier davantage de Toulousains en abaissant le plancher afin d'aider des personnes plus modestes (jeunes ou femmes isolées en particulier), et en relevant le plafond pour épauler les classes moyennes, dont on connaît les problèmes dans notre pays. Deux raisons conjoncturelles sont venues, ces derniers temps, renforcer cette conviction, au-delà du constat déjà fait de la nécessité d'encourager l'accession à la propriété : la raréfaction du crédit à cause de la crise financière et la stabilisation des prix de l'immobilier après des années de hausse effrénée dans toutes les grandes villes.
- Accélérer la construction de logements étudiants.
- Mettre en place un plan d'accompagnement financier pour la remise des logements vacants à la location, en accord avec les propriétaires.
- Débloquent les ZAC pour permettre la construction des 2000 logements sociaux déjà programmés, et soutenir l'effort de production d'habitat social sur la Communauté urbaine de Toulouse.